



Ce mois-ci,

en commission ...

## PRÉVENTION DU TERRORISME

### Une proposition de loi à l'étude

Nous avons examiné, le 4 juin, une proposition de loi UMP **renforçant la lutte contre l'apologie du terrorisme sur internet**. Son objectif est double. Il s'agit d'abord de permettre à l'autorité administrative de bloquer l'accès à des pages sur internet encourageant le terrorisme, ensuite d'instituer un délit de consultation régulière des sites djihadistes.

L'ambition est certes louable, mais **attention cependant à certaines chausse-trapes juridiques** que les auteurs de ce texte ont peut-être imprudemment négligées. A titre d'exemple, le conseil d'Etat a déjà estimé qu'une incrimination fondée sur la seule « consultation habituelle de sites djihadistes » constituait « une violation disproportionnée à la liberté d'opinion ou de communication ».

Un projet de loi sur la sécurité sera présenté en conseil des ministres fin juin, qui inclura justement des dispositions contre ce type de dérives. Ce sera l'occasion **d'adapter nos instruments juridiques à une menace – hélas – en constante évolution.**

Jean-Jacques

**URVOAS**

• Député  
du Finistère

• **Président de la commission des Lois constitutionnelles,  
de la Législation et de l'Administration générale  
de la République**



Ce mois-ci,

dans l'hémicycle ...

## POURSUITES CONTRE HENRI GUAINO

### La résolution de suspension rejetée

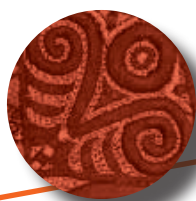
Le député UMP Henri Guaino a été renvoyé en correctionnelle pour « **outrage à magistrat** » en raison des propos très vifs qu'il a tenus, dans le cadre de l'affaire Bettencourt, contre le juge Jean-Michel Gentil, qui avait mis en examen Nicolas Sarkozy.

Faisant valoir son irresponsabilité et son inviolabilité parlementaires, il a déposé une proposition de résolution, examinée le 3 juin, **tendant à la suspension des poursuites engagées à son encontre**. J'ai bien entendu pris fermement position en séance publique **en faveur du rejet par l'Assemblée de cette étrange requête.**

Qui pourrait en effet comprendre que les députés s'arrogent le droit de suspendre des poursuites judiciaires à l'encontre de l'un des leurs, à sa demande, alors qu'aucun motif valable d'intérêt général, aucun fondement juridique sérieux ne le justifie ? Au final, cette proposition de résolution a été **rejetée par 137 voix contre 103**. Sincèrement, on ne peut que s'en réjouir...

## FRANCE 3 BRETAGNE Plaidoyer pour une régionalisation

Ce mois-ci,  
en Cornouaille ...



La ministre de la Culture Aurélie Filippetti a confié une mission sur l'avenir de l'offre régionale et locale de France 3 à Anne Brucy. **A ma demande, j'ai rencontré celle-ci le 4 juin dernier** et plaidé pour que le service public s'empare de toutes les opportunités offertes par la technologie afin d'ouvrir de réels espaces à l'expression des régions.

**Une véritable régionalisation de France 3**, ai-je souligné, trouverait un large écho en Bretagne, tant s'avère manifeste l'attachement des Bretons à leurs médias régionaux. Si elle survenait, il serait en outre possible **de s'appuyer sur l'Arc Atlantique et les pays celtiques pour enrichir l'offre de programmes.**

Surtout, j'ai tenu à insister sur la dynamisation prévisible de tout un secteur d'activité induite par la création d'un tel média. A l'instar de la Corse grâce à Via Stella, la Bretagne pourrait par cette entremise **devenir une terre d'accueil pour un grand nombre d'auteurs et de réalisateurs, de techniciens et d'artistes.**

## Et demain, vous en entendrez parler...

On se souvient que le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) devait faire l'objet d'une réforme constitutionnelle, voulue par le chef de l'Etat. Le projet prévoyait **une modification de ses attributions ainsi que de sa composition**. D'une part, le Gouvernement eût été contraint de suivre l'avis du CSM pour la nomination des magistrats du parquet, comme il le fait déjà pour ceux du siège. D'autre part, la composition de l'instance eût été modifiée de manière à y faire siéger une majorité de ces mêmes magistrats.

Le Gouvernement dut se résoudre à **suspendre cette réforme dès juillet 2013**. Le Sénat l'avait en effet totalement vidée de sa substance, compromettant une possible adoption par les trois cinquièmes des membres du Parlement réunis en congrès, indispensable à l'aboutissement d'une procédure de révision constitutionnelle.

En janvier dernier, François Hollande fit néanmoins part de sa volonté que soient reprises les discussions sur ce projet, qui touche à l'un des piliers essentiels de notre système démocratique. C'est dans cette perspective **que je travaille aujourd'hui à l'élaboration d'un texte de compromis**, acceptable pour l'opposition et dès lors susceptible de rallier la majorité qualifiée nécessaire. Espérons donc que la sagesse finisse par prévaloir sur ce dossier, **dans l'intérêt de notre appareil judiciaire.**



### Contacts et Secrétariat

8/10, Place de la Tourbie - 29000 Quimper  
Tél. : 02 98 95 69 80 - Fax. : 02 98 95 01 30  
Mail : [contact@urvoas.org](mailto:contact@urvoas.org)  
Blog personnel : [www.urvoas.org](http://www.urvoas.org)  
Twitter : @JJUrvoas

### Mes collaborateurs

À Quimper,

le secrétariat est assuré par **Morgane Conan**,

**Renée Fily** s'occupe des interventions individuelles : [renee.fily@urvoas.org](mailto:renee.fily@urvoas.org) ,

**Alain Tanguy** des dossiers de la circonscription (syndicats, associations, collectivités) : [alain.tanguy@urvoas.org](mailto:alain.tanguy@urvoas.org)

À Paris,

**Anne Wurtz** prépare et suit les débats de la commission des Lois : [awurtz@assemblee-nationale.fr](mailto:awurtz@assemblee-nationale.fr)

**Floran Vadillo** les projets relatifs à la sécurité et à la justice : [floran.vadillo@gmail.com](mailto:floran.vadillo@gmail.com)